



## Consultation CRE relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France : réponse du SER

*Nb : les réponses du SER portent sur les gestionnaires de réseaux électriques, sauf mention contraire explicite.*

### **Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en oeuvre par la CRE depuis 10 ans ?**

Le Syndicat des énergies renouvelables (SER) est globalement satisfait du cadre mis en œuvre par la CRE pour le TURPE.

Cependant nous souhaitons rappeler que le TURPE ne couvre pas l'intégralité des investissements des gestionnaires de réseaux (GR), en particulier dans le domaine des énergies renouvelables où la plupart des investissements sont réalisés au travers des quotes-parts des S3REnR. Pour le seul nouveau schéma Hauts-de-France (entré en vigueur le 21/03/2019) mettant 3 GW de capacités d'accueil à disposition des EnR, 260 M€ vont être investis par les GR, somme financée par les producteurs et non par le TURPE. Or pour ces investissements, il n'y a pas de cadre de contrôle des GR comme cela pourrait être le cas pour les ouvrages portés par le TURPE.

Si l'on prend en compte l'intégralité des S3REnR de la période passée (2015-2019), 800 M€ ont été investis par les GR et financés par la QP. Pour les révisions des S3REnR à venir (entrées en vigueur en 2020-2021), ce montant devrait être doublé voire triplé.

Les investissements des gestionnaires de réseaux dans le cadre des S3REnR rejoignent bien les concessions publiques, pour ce qui est des réseaux de distribution, et le patrimoine de RTE pour ce qui relève du réseau de transport. Il apparaît donc essentiel qu'un cadre de contrôle similaire à celui qui a été mis en place par le TURPE soit développé par la CRE afin de s'assurer que ces investissements soient réalisés de la manière la plus efficace possible pour la collectivité.

### **Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?**

Le SER insiste sur la nécessité d'inciter les GR à développer des nouveaux paliers techniques permettant, à terme, de limiter les pertes, comme l'homologation de nouveaux câbles le plus rapidement possible (comme le câble Alu 400 mm<sup>2</sup>) ou de nouveaux paliers de tension (33 kV). Le SER s'interroge cependant sur la pertinence du

mécanisme d'incitation du CRCP pour faire émerger de telles solutions : la période tarifaire étant courte (quatre ans) et les investissements dans les ouvrages devant être en fonction pendant des périodes beaucoup plus longues (40 ans et plus), nous ne sommes pas certains qu'un tel mécanisme incite effectivement à développer de nouveaux paliers techniques, car il ne permet pas forcément de donner de la visibilité sur le long-terme.

Nous rappelons que les nouveaux usages de la transition énergétique (parcs EnR & véhicules électriques) ne sont pas en phase avec les paliers techniques existants. Il existe en particulier une gamme de parcs (entre 15 et 40 MW en injection) qui ne disposent pas à l'heure actuelle de solution de raccordement pertinente (découpage des parcs en plusieurs tranches de moins de 17 MW raccordées chacune par un poste de livraison et un départ direct dédié). Dans le cas du véhicule électrique, il convient aussi de s'interroger de la pertinence en soutirage de solution HTA classique lorsque les supers chargeurs de près de 50 à 100 kW deviendront courants (en particulier le long des autoroutes). Le développement de paliers adaptés doit être incité pour limiter au maximum les pertes sur ces futures utilisations, éventuellement via un mécanisme dédié.

**Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?**

Dans la mesure où les ouvrages de création des S3REnR sont financés par les producteurs via une quote-part et sont considérés comme des actifs subventionnés, le SER est défavorable à ce que le capital de ces actifs soit rémunéré par le TURPE car cela pourrait inciter à multiplier les ouvrages de création et limiterait l'efficacité des S3REnR (dont le contenu est proposé par le GRT, en concertation avec les producteurs).

**Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?**

Le SER est favorable à la proposition de la CRE : les frais d'études doivent être couverts tant que les projets ont été validés par la CRE. Il est nécessaire que les GR anticipent les grands projets d'investissements, aussi en lançant des études « risquées » mais qui permettront d'apporter une meilleure connaissance des coûts et des possibilités pour les évolutions à venir du système électrique.

**Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?**

Le SER est favorable à un maintien de budgets R&D&I significatifs pour les GR, le cas échéant avec des souplesses plus importantes. Les évolutions actuelles dues à la transition énergétique nécessite en effet un travail important d'étude et de prospective et de nouvelles thématiques peuvent apparaître rapidement, en tout état de cause en moins de quatre ans, il est donc nécessaire que les budgets puissent, le moment venu être ajusté pour tenir compte de besoins de R&D suite à de nouveaux phénomènes sur le réseau.

Le SER rappelle qu'à l'heure actuelle, si les solutions « smart grids » ont été abondamment discutés (sans bénéfice véritablement conséquent pour les producteurs à l'heure actuelle), la question des nouveaux paliers techniques avance très doucement (les câbles Alu 400 mm<sup>2</sup> vont prendre plus de quatre ans à être mis en service...), tandis

que la question du 33 kV/45 kV n'avance pas. Il est nécessaire que les GR disposent d'un budget adapté et incitatif sur ces sujets essentiels

**Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ?**

**Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?**

Les projets smart grids peuvent être de petits projets en termes de coûts, mais avec un retour sur investissement important. Abaisser le seuil de 3 M€ du guichet smart grids, sous conditions, pourrait donc s'avérer pertinent.

**Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?**

Le SER souhaiterait que, lors de sa révision, la stratégie R&D des GR soit présentée aux consommateurs et producteurs afin que ces derniers puissent y apporter leurs remarques et leurs besoins. Sur de nombreux sujets, la R&D des GR doit en effet être couplée à celle des utilisateurs de réseau pour être pleinement efficace, il convient donc de la construire, autant que faire se peut, ensemble. Cela permettra par ailleurs une mutualisation des fonds qui ferait gagner en efficacité la R&D de chacun.

**Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?**

Le SER accueille favorablement la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs. Une condition *sine qua non* de succès nous semble être la mise à disposition par les gestionnaires de réseaux de l'ensemble des données nécessaires à la réalisation et au bon dimensionnement des projets innovants. Le rôle de l'agence ORE doit donc être renforcé et les jeux de données mis à disposition doivent être plus nombreux (emplacement des lignes, tension, congestion...).

**Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?**

Le SER est favorable à la prise en compte d'indicateur de délai de raccordement dans la qualité de service des gestionnaires de réseau. Ceux-ci doivent être cependant calculés selon deux aspects : d'une part des valeurs absolues selon le type de raccordement (en BT, HTA ou HTB) et d'autre part par rapport aux délais convenus dans les conventions de raccordement. Ce dernier critère devant être le principal, car il engage le planning des demandeurs de raccordement pour leurs travaux de leur côté et un retard pourrait conduire à une immobilisation de capital. Cependant le premier point est aussi important, car les délais de raccordement convenus peuvent parfois être très longs, en particulier lorsque le raccordement nécessite un ouvrage à long-délai prévu dans un S3REnR (pour les producteurs), or il est nécessaire que les gestionnaires de réseaux soit incité à anticiper au mieux ces ouvrages à long délai (ce qui est le sens de travaux en

cours avec les producteurs) : une incitation, même faible, à être plus « rapide » et à anticiper les raccordements doit donc être maintenu.

**Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?**

Le SER est favorable à l'introduction d'indicateurs environnementaux, il est cependant nécessaire que ceux-ci soient adaptés au métier spécifique des gestionnaires de réseaux et prennent en compte dans leur globalité leur travail pour l'intégration des énergies renouvelables au système énergétique français, que ce soit dans le domaine électrique ou gazier.